Les nouveaux riches : un ethnologue dans la Silicon Valley [Marc Abeles]

Autor(en): **Jeanpierre, Laurent**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **13 (2006)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

rappelle ainsi que les définitions ne sont pas innocentes et peuvent avoir un impact direct, et des plus délétère, sur la vie concrète des oubliés de la prospérité.

Matthieu Leimgruber (New York)

MARC ABELES
LES NOUVEAUX RICHES
UN ETHNOLOGUE DANS LA SILICON VALLEY

PARIS, ODILE JACOB, 2002, 278 P., € 22,50

L'ouvrage de Marc Abélès porte mal son titre. Plus que la formation d'une nouvelle élite économique, il a pour objet le développement de pratiques philanthropiques parmi les fraîches fortunes du secteur des nouvelles technologies en Californie. Produit d'un séjour de trois mois dans la Silicon Valley et autour du campus de Stanford, il est divisé en quatre chapitres. Le premier décrit les traits distinctifs de cette société de la Silicon Valley qui s'est formée à partir de l'essor spectaculaire de l'économie de l'informatique et de l'électronique, il esquisse son histoire, sa structure professionnelle et sociale, ses coutumes et habitudes de vie. L'ethnologue propose ensuite une brève histoire de l'activité philanthropique aux Etats-Unis jusqu'à la fin des années 1990, en essayant de comprendre l'évolution des ressorts de ce qu'il appelle plus largement l'«ethos charitable» américain. (69) Les deux derniers chapitres sont consacrés aux pratiques et aux discours de ceux que la presse américaine appelle depuis 2000 les «nouveaux philanthropes», produits par la non moins «nouvelle» économie. Ils s'appuient sur un peu plus d'une dizaine d'exemples de structures philanthropiques fondées dans les 15 dernières années sur la côte Ouest des Etats-Unis. Avec l'ouvrage récent de Nicolas Guilhot, le livre de Abélès représente une des seules approches en langue française de la philanthropie américaine la plus contemporaine.

Le rappel des étapes de la constitution, depuis la fin du 19e siècle, d'un champ philanthropique est entrepris afin de vérifier l'hypothèse selon laquelle à la nouvelle richesse correspondrait une nouvelle forme de charité. Il permet de revenir sur le problème des motifs de l'action philanthropique. Abélès récuse les lectures psychologiques et les analyses exclusivement économiques – par l'intérêt à fuir la pression fiscale notamment – de la propension au don des Carnegie, Rockefeller, Ford, et autres grandes fortunes, nombreuses, du capitalisme américain. (113) Il fait droit à une lecture culturaliste du développement singulier de la philanthropie aux Etats-Unis – beaucoup plus massive et diffuse qu'en Europe pour toutes les pratiques de don, en incluant aussi toutes les formes de charité, bénévolat et volontariat (108) – celui-ci étant dû, selon lui, à l'ambivalence intrinsèque de l'argent possédé en grande quantité dans une société dominée par les valeurs religieuses puritaines. (111 s.) Une autre continuité résiderait dans le désir des philanthropes d'éviter la confrontation sociale, la «hantise du conflit social violent» (73) avec les plus démunis ou exploités. On sait que le tournant de Carnegie ou de Rockefeller vers la philanthropie s'origine dans des grèves réprimées dans le sang et dans la crainte de la révolte. Le point de vue philanthropique américain est ainsi essentiellement réformateur et «mélioriste», il passe souvent par une représentation fonctionnaliste du monde social. (117)

L'ethnologue montre aussi la dépendance réciproque longtemps entretenue, aux Etats-Unis, entre l'Etat et les fondations philanthropiques. Non seulement l'action philanthropique est soumise aux incitations fiscales votées par le Congrès. Mais elle a fait aussi régulièrement l'objet d'un soupçon de la part des parlemen-

taires ou des hauts fonctionnaires, soit qu'on lui reproche de ne pas servir assez l'intérêt général et de contourner l'impôt, soit qu'on l'accuse de trop de libéralisme et de réforme, comme dans le cas des enquêtes successives contre les grandes fondations conduites après celle de Mc Carthy pour activités «anti-américaines», à la fin des années 1940. Il y a donc deux perspectives concurrentes à propos des relations entre l'action philanthropique et l'action publique. D'un côté, les philanthropes envisagent leur activité comme auxiliaire des politiques publiques. De l'autre, ils la pensent comme substitut de celles-ci. (116) On pourrait prolonger la synthèse que propose Abélès de la littérature historique américaine sur les fondations en en déduisant des périodes de continuité et de rupture entre les deux modalités, philanthropiques et publiques, du travail social. Les gouvernements de Roosevelt (89–96) et de Kennedy (104) donnent, de ce point de vue, des exemples de continuité, comme en témoigne alors la circulation de plusieurs responsables entre monde philanthropique et haute administration.

L'originalité de la philanthropie américaine tient à sa rationalisation, passée par une «charité» dite «scientifique», (73) selon le mot de Carnegie, puis par le développement, dans les années 1920, d'un corps d'administrateurs spécialisés, d'abord issus de l'université et de sa gestion. Remarquons ici que ce «don raisonné» (117) a ainsi souvent impliqué, dès l'origine, son corollaire: l'importance du financement de la recherche scientifique et des institutions d'enseignement supérieur. Il s'agissait de promouvoir une «réflexion» sur les maux sociaux, «pauvreté, maladie, guerre», avant d'en proposer des remèdes.

On trouvera dans ce livre les cas les plus connus et les plus spectaculaires de l'essor philanthropique dans les Etats-Unis du 20e siècle. Il est utile de se souvenir que nombre d'institutions médicales, éducatives, scientifiques et muséales parmi les plus connues des Etats-Unis émanent des fondations. Utile de rappeler que Carnegie a financé 3000 bibliothèques dans le pays au début du siècle, (77) que Rosenwald, dans l'entre-deux-guerres, a fait créer plus de 5000 écoles pour la scolarisation des noirs américains, (91) qu'en 1951 le budget de la Fondation Ford était près de dix fois supérieur à celui de l'ensemble des Nations Unies, (101) que cette même fondation développa dans les années 1950 et 60 des actions d'une ampleur jamais vue auparavant en direction des minorités et du tiers monde, tout en revalorisant le salaire des professeurs d'université américains, etc. L'arrivée de R. Reagan au pouvoir marque un tournant dans les relations entre action philanthropique et action publique. Il met les fondations dans une position de substitution en désengageant l'Etat du travail social direct et en amputant parallèlement les aides au *non profit sector*. Après un déclin continu, la philanthropie s'est pourtant à nouveau développée depuis le milieu des années 1990. En 1998, elle atteint, avec 2% du PIB, son niveau le plus élevé depuis 28 ans; (108) les Etats-Unis comptent alors plus de 46'000 fondations. Une ère de complémentarité nouvelle s'ouvrirait-elle entre l'action publique et la philanthropie? Ou faut-il voir dans ce renouveau une illustration de ce que Georges W. Bush appelle le «capitalisme compassionnel» et peut-être un nouvel âge de la philanthropie?

La recherche de Abélès dans la Silicon Valley montre que cette seconde option est sans doute plus proche de la vérité. Les jeunes philanthropes de la côte Ouest ne sont pas installés comme l'étaient les *robber barons* du 19e siècle; ils viennent de faire des petites fortunes et poursuivent leur parcours social ascendant. Ils prennent moins de risques financiers dans la charité, leurs contributions sous forme de *stock-*

options étant souvent indexées à des gains encore virtuels sur les marchés financiers. Individuellement, ils cherchent moins à accroître leur prestige personnel qu'à rencontrer, à travers les pratiques bénévoles ou caritatives, des personnes aussi dotées qu'eux en capitaux. Ils demandent aussi à avoir une meilleure connaissance du terrain culturel ou social qu'ils soutiennent financièrement et s'engagent plus sur celui-ci, lorsque leur emploi du temps le permet, ce qui semble très rare. (139–141)

La rupture apparente la plus grande avec la philanthropie qui s'est développée antérieurement tient au désir de rationaliser économiquement les pratiques de don. Abélès montre comment les méthodes de communication, de calcul et de prévision du monde des entreprises de haute technologie sont transférées vers le monde des toutes nouvelles fondations. Il analyse le discours de la «philanthropie-risque», c'est-à-dire l'importation des schèmes de pensée et des méthodes de travail des *start-up* et de la finance de marchés dans le secteur philanthropique – comme avec cette notion de «retour sur investissement» assimilée à un «retour social», justiciable d'une évaluation économique. (187, 213) Ainsi, puisqu'il s'agit désormais de rendre profitable ce qui était auparavant associatif et non-lucratif, l'investissement des nouvelles fortunes de la côte Ouest dans l'action sociale et la philanthropie ressemble presque à une diversification de l'activité économique. Témoin de ce tournant, l'absence dans ce milieu d'un mécénat artistique d'importance. (258) Témoin presque caricatural, le fait que la nouvelle philanthropie ait pour secteur de prédilection l'éducation informatique et la diffusion des micro-ordinateurs, comme pour combler une «fracture digitale» qui pourrait enlever aux nouvelles industries et à ses barons des clients potentiels.

L'auteur montre aussi comment la circulation de l'ethos entrepreneurial jusque dans la charité permet plus largement d'exercer un contrôle sur l'activité des organisations du *non-profit sector* soutenues financièrement et de leur imposer des critères économiques de calcul de la valeur produite. Dans un exemple, pris dans la baie de San Francisco, de soutien au tiers-secteur, il s'agit de «faire travailler les plus pauvres» de manière rentable. (215) L'enquête confirme que derrière «nouvelle économie», il fallait donc entendre «nouvelle politique» ou, plutôt, restructuration d'ensemble des relations de pouvoir entre les différentes sphères de la société. On ne s'étonne donc presque pas, au terme de l'ouvrage, qu'un illuminé de la «nouvelle philanthropie» puisse se déclarer «marxiste libertarien», (221) l'alliance jusqu'alors improbable entre ces deux traditions de pensée politique se faisant ici via une critique partagée de l'Etat. Abélès conclut sur la proximité idéologique et pratique entre ce «social-capitalisme» qui se développe dans la Silicon Valley et l'économie solidaire dont on parle aujourd'hui en Europe, (264) avec le discours afférent sur «l'entreprise citoyenne».

C'est dire s'il faut prendre garde aux interprétations psychologiques en terme de «mauvaise conscience» d'une frange nouvelle de la bourgeoisie économique installée dans la «vallée des radins», comme on s'est pris à surnommer la Silicon Valley, avant cet essor tout relatif et récent pour la philanthropie. La quête du prestige et le développement des «valeurs éthiques» dans les nouvelles entreprises sont nécessaires pour «faire face au phénomène d'extrême mobilité des personnels qualifiés» qui s'attacheraient mieux à une culture d'entreprise affirmée, homogène, tournée vers l'extérieur. (145) Abélès adopte une lecture plurielle des pratiques de don et du texte célèbre de Mauss qui leur est consacré, en défendant que, selon les cas et les situations, celles-ci servent à accumuler du capital social, à accroître le prestige des

donneurs, à jouir de la dépense pure et de la transgression des valeurs du capitalisme. (249) La «nouvelle philanthropie» partage donc aussi de nombreux traits avec l'ancienne. Et l'auteur ne tient pas à trancher sur cette question de la continuité entre les générations de philanthropes américains.

La «nouvelle» comme l'ancienne philanthropie sont, toutes deux, des actions de «régulation interne et externe» (169) pour les entreprises. Mais c'est le mode de régulation, au sens que les économistes régulationnistes donnent à ce terme, qui a changé d'une période à l'autre. On aurait aimé voir esquissée, dans cet ouvrage, une mise en relation de la conjoncture économique avec la conjoncture philanthropique des dernières années. Il semble en effet y avoir une forte dépendance de la nouvelle philanthropie envers les fluctuations des marchés financiers. On peut se demander, à cet égard, ce qu'est devenue la philanthropie des «nouveaux riches» de la côte Ouest après le 11 septembre 2001 et la contraction générale des donations de la part de fondations américaines. Mais c'est, on l'a vu, un des mérites de ce livre que de parvenir, en l'absence de données économiques, à montrer que même lorsque la philanthropie tend à se justifier comme n'importe quelle autre activité économique profitable, on ne peut se résoudre à une explication économique de pratiques qu'il faut replacer dans le contexte social et politique plus large où elles ont cours.

Laurent Jeanpierre (Paris)

NICOLAS GUILHOT
FINANCIERS, PHILANTHROPES VOCATIONS ETHIQUES ET REPRODUCTION DU CAPITAL A WALL STREET DEPUIS 1970

PARIS, RAISON D'AGIR, 2004, 173 P. € 8,–

Cet ouvrage explore le lien structurel entre philanthropie et capital dans le contexte de restructuration du capitalisme américain sous l'emprise de la finance de Wall Street. Pour formuler un questionnement original sur le problème banal des rivalités pour le succès dans les affaires, Nicolas Guilhot s'emploie à faire co-exister plusieurs approches. Il s'appuie sur la tradition fractionniste du marxisme pour dépasser l'opposition capital/travail et mettre en avant la concurrence entre différents intérêts capitalistes, en particulier l'industrie et la finance. Il reprend à son compte les travaux consacrés aux relations complexes entre l'administration du capital et sa propriété. L'anthropologie du don de Marcel Mauss lui permet d'étayer le postulat d'analogie entre la philanthropie et le capital, à la différence des approches anti-utilitaristes en sciences sociales qui se contentent d'opposer le don à l'échange marchand. Enfin, le courant de sociologie économique auquel se rattache l'auteur se situe dans le droit-fil de l'analyse bourdieusienne des champs.

Fort de ces outils conceptuels, Guilhot pose l'hypothèse que le renouveau actuel de la philanthropie et l'émergence d'un nouveau discours civique émanant des milieux financiers sont les premières tentatives, encore tâtonnantes, de traiter les nouvelles questions sociales générées par la mondialisation financière. Pour donner la mesure des changements intervenus, il nous rappelle d'abord à quel point la personnalisation des activités comptait dans le milieu de la grande banque d'affaire jusque dans le courant des années 1970. Pour l'auteur, l'idée que la compétence tech-